
Documents sauvegardés

Samedi 4 décembre 2021 à 15 h 06

1 document

Par Université de Rennes 1

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde
diplomatique

1 décembre 2021

Prenez garde à la jeune garde du libéralisme

... Les candidats de droite **à** l'élection présidentielle ont rivalisé de propositions autoritaires pour remporter l'investiture de leur parti. Au point qu'on pourrait penser que **la** droite libérale **a** disparu ...

3

Nom de la source

Le Monde diplomatique

Type de source

Presse • Magazines et revues

Périodicité

Mensuel ou bimensuel

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

p. 20



p. 21



Mercredi 1 décembre 2021

Le Monde diplomatique • p. 20,21 • 3840 mots

Contre la bureaucratie et les normes, pour la liberté en mode Uber

Prenez garde à la jeune garde du libéralisme

Antoine Schwartz

Les candidats de droite à l'élection présidentielle ont rivalisé de propositions autoritaires pour remporter l'investiture de leur parti. Au point qu'on pourrait penser que la droite libérale a disparu. Mais, adossée à certains grands médias, elle compte encore quelques intellectuels prolifiques. La simplification administrative est leur thème de combat.

Sur les grands boulevards parisiens, le 15 novembre dernier, une file d'attente se dessine devant l'entrée du Théâtre des Variétés. Le public, largement masculin, se presse pour assister, non à un spectacle, mais à une réunion politique. M. Gaspard Koenig, figure de proue des libéraux, entreprend un long monologue - nul autre invité et aucun débat avec la salle n'ont été prévus - destiné à lancer son nouveau mouvement politique baptisé Simple. Le ton est parfois enflammé : « Ce qui m'anime, c'est une vraie révolution face à ce qu'il faut bien appeler l'oppression bureaucratique. » Ce sujet brûlant, assure l'orateur, concerne tout le monde, toutes les classes, « du banquier au sans-papiers ». La complexité administrative - ses travers, ses absurdités -, les tracas qui étouffent la liberté de l'individu et la démocratie locale sont fustigés avec verve durant une heure et demie. En conclusion, M. Koenig appelle à passer à l'action politique « pour sortir d'une vie cadennassée, d'une vie où l'on devient comptable de soi ».

La critique de la bureaucratie n'a rien d'un thème nouveau. Depuis le XIXe

siècle, c'est une topique de la pensée libérale - *L'Ancien Régime et la Révolution*, d'Alexis de Tocqueville, qui traite du problème de la centralisation, fut publié en 1856. M. Koenig conçoit d'ailleurs la simplification qu'il réclame comme le vecteur d'un retour aux sources vers un « libéralisme authentique ». D'aucuns estiment en effet que l'accent mis sur le libre marché en donne une image faussée, par trop négative. Il comporte un versant plus politique, social et même moral, centré sur la liberté de l'individu. « Pour renouer avec leur héritage humaniste, les libéraux doivent commencer par enterrer, avec les honneurs mais sans regret, le néolibéralisme », n'hésite donc pas à affirmer M. Koenig, dans *Les Échos* (18 décembre 2019), où il tient une chronique.

Les libéraux sont des éternels insatisfaits. « Malheureusement, il n'y a jamais eu de véritable politique libérale, mais seulement un socialisme de gauche ou de droite », soupire Pascal Salin en évoquant les gouvernements qui se succèdent au pouvoir en France (1). Le propos prêterait à sourire, pourtant son auteur

© 2021 SA Le Monde diplomatique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 4 décembre 2021 à UNIVERSITE-DE-RENNES-1 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20211201-MD-64142

n'a rien d'un joyeux hurluberlu. Né en 1939, Salin est un vétéran du combat libéral. Ancien professeur de l'université Paris-Dauphine, habitué des colonnes de la presse conservatrice, l'économiste a été président entre 1994 et 1996 de la société du Mont-Pèlerin, l'organisation fondée en 1947 par Friedrich Hayek pour combattre le socialisme sous toutes ses formes.

Un pas de trop vers le goulag

L'intellectuel est un radical, à sa façon. Dans son ouvrage *Libéralisme*, on peine à trouver un seul domaine de la vie sociale et économique qui devrait être confié à la puissance publique. A contrario, toute réglementation est jugée nuisible, voire source des maux qu'elle prétend résoudre : le chômage n'est-il pas, en fait, le « fruit de l'interventionnisme étatique » ? Redistribuer les richesses constitue une violence (« la politique sociale, c'est la guerre des uns contre les autres »), un pas de trop vers le goulag. Même le tri des déchets est ressenti comme une atteinte insupportable à la liberté de chacun, car il aboutirait à installer dans chaque foyer « une usine de triage de déchets, dont les ouvriers seraient des diplômés de l'enseignement supérieur, des artistes et des entrepreneurs » (2) - une infamie.

Salin passe facilement pour un ultralibéral. Mais ceux qui se définissent comme libéraux, modérés ou radicaux, appartiennent à un même courant intellectuel, se réfèrent à des auteurs communs, revendiquent peu ou prou un ensemble de principes qui exigent la liberté en toutes choses, à commencer par la liberté économique.

Pour ses contempteurs, le triomphe de l'idéologie néolibérale constitue une év-

idence. Il est vrai que l'époque où Friedrich Hayek vitupérait dans *La Route de la servitude* contre l'hydre collectiviste et ses multiples têtes (keynésienne, socialiste, dirigiste...) apparaît désormais lointaine. En France, comme ailleurs, la planification a été renvoyée aux oubliettes, l'intégration européenne et les privatisations ont redéfini le périmètre d'intervention de l'État, le primat de la concurrence a contaminé jusqu'aux services publics. Le constat est bien connu - même la crise financière de 2008 n'a débouché sur aucune remise en cause fondamentale (3).

Vue par les libéraux, la situation apparaît différente. D'abord, cette « victoire » n'est que partielle et précaire, ce d'autant que des pans entiers des dispositifs « collectivistes » forgés après-guerre demeurent en place - protection sociale, retraites, statut de la fonction publique, entre autres. L'extension de l'État n'a pas été endiguée, l'administration continuant d'étouffer l'initiative, l'impôt de nourrir la gabegie des dépenses publiques. Or, l'une des caractéristiques de la doctrine néolibérale est précisément son intransigeance : elle propose une sorte de programme maximal et, du modèle à la réalité, l'écart, toujours immense, n'est jamais comblé.

Ensuite, pour ses adeptes, la doctrine libérale souffre de son impopularité, due à son image d'idéologie bourgeoise qui peine à masquer l'intérêt brutal des milieux d'affaires - ce qui lui vaut d'être vivement attaquée, à gauche comme à droite. Et puis les libéraux ne constituent pas une force politique organisée. Sur la scène politique, les formations qui ont fait du libéralisme un étendard ont disparu, à l'image de Démocratie libérale que présidait M. Alain Madelin, ou d'Alternative libérale,

fondée par M. Édouard Fillias et Mme Sabine Herold. Certes, un réseau demeure solidement implanté, notamment dans les rangs du parti Les Républicains; certes, des personnalités de premier plan - y compris le président de la République lui-même - se réclament de ces idées; mais le gouvernement courageux supposé mener les réformes indispensables au pays se fait attendre : l'« impérieux besoin de thatcherisme », selon l'expression du consultant Mathieu Laine, n'est pas comblé (4).

Néanmoins, l'influence de la galaxie libérale dans le débat public est indéniable, même si ses contours sont un peu flous. Atlas Networks, qui tente de fédérer les groupements favorables au libre marché dans le monde entier, rassemble six organisations en France : l'Association pour la liberté économique et le progrès social (Aleps), une organisation pionnière dans la diffusion du néolibéralisme, longtemps présidée par Jacques Gareilo et récemment par Salin; l'Institut Coppet, présidé par M. Laine, dont la vocation est de faire vivre un patrimoine intellectuel; le site *liberaux.org*, qui publie le journal en ligne *Contrepoints*, qui se veut une sorte de « samizdat libéral »; et enfin trois think tanks plus classiques dans leur vocation de produire une expertise, l'Institut économique Molinari et l'Institute for Economic Studies-Europe, présidés par deux économistes, respectivement Cécile Philippe et Pierre Gareilo, ainsi que Génération libre. D'autres institutions, à commencer par l'Institut Montaigne, doté de moyens plus importants, mériteraient aussi de figurer dans cette liste (5).

Le renfort d'une ribambelle d'éditorialistes

Intellectuellement, **la** vivacité **du** courant est indéniable, si l'on en juge par l'existence de publications de collections spécialisées - notamment celles, remarquables, aux Belles Lettres, dirigées par Alain Laurent - et plus généralement par **la** flopée de travaux qui s'échinent (encore !) **à** faire valoir les vertus de l'orthodoxie en économie ou l'intelligence politique de Tocqueville. Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence ne désespèrent pas, les cours de micro-économie non plus. Et puis le point de vue libéral dispose de puissants relais dans les médias, dont un quotidien attitré, *L'Opinion*, et peut compter sur une ribambelle d'éditorialistes pour cancaner **à** toute heure les mêmes refrains sur l'incurie de l'État et **la** fraude aux prestations sociales.

Dans cette vaste famille, Génération libre se voudrait une sorte d'électron libre capable de revivifier le combat libéral. Le laboratoire d'idées est étroitement associé **à** **la** personnalité de son fondateur, M. Koenig. Normalien, agrégé de philosophie, il est passé par le cabinet de Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie sous **la** présidence de M. Nicolas Sarkozy, avant d'intégrer une organisation internationale, dont il démissionnera pour poursuivre des activités d'enseignant et de militant. Il fonde l'association en 2013, **à** l'âge de 30 ans, après l'échec d'une candidature politique sous les couleurs **du** Parti libéral démocrate, une organisation qui entendait succéder **à** Démocratie libérale.

La première levée de fonds **a** été effectuée - tout un symbole - dans les locaux **du** Centre for Policy Studies (CPS), l'un des think tanks fondés par l'homme d'affaires britannique Antony Fisher, devant le portrait de Margaret Thatcher (6).

Dans ces milieux, **la** Dame de fer constitue une icône, une sorte de Lénine de droite, qui émerveille par sa ténacité, sa fermeté intellectuelle et sa réussite politique, son accès au pouvoir ayant ouvert **la** voie d'une révolution conservatrice **à** l'échelle **du** pays - et même au-delà.

Sous ce patronage de bon augure, M. Koenig s'est donc écarté de l'arène politique pour mener **la** bataille des idées auprès de l'opinion, c'est-à-dire des médias et des gens d'influence. En quelques années, **la** structure **a** pris son essor, les rapports se succédant, les interventions dans les médias aussi. Et, si les moyens demeurent limités (le budget en 2020 s'élevait **à** 332 454 euros) et l'équipe modeste, un cap **a** été maintenu et **la** visibilité dans le débat public assurée. Son nouveau directeur, M. Christophe Seltzer, âgé d'une trentaine d'années, animait auparavant le groupe dit des « Afranchis », un groupuscule dont **la** particularité s'avère **la** déclinaison française de l'organisation américaine Students for Liberty, d'inspiration libertarienne - sorte de club d'étudiants adeptes **du** « *Free State* », hostiles **à** toute forme de solidarité publique, patronné par le Cato Institute, lié **à** des milliardaires conservateurs et climatosceptiques (7).

L'ambition assumée est toutefois de dépasser le cercle un peu étroit de **la** jeunesse dorée, des consultants d'entreprise et des groupies de **la** Dame de fer, pour convaincre l'opinion que le libéralisme représente une philosophie susceptible de parler **à** tous, et même de bénéficier **à** tous. C'est l'un des arguments-clés **à** l'appui de l'une des propositions-phares de Génération libre, celle d'un revenu de base universel appelé **à** favoriser l'autonomie de l'individu dans ses choix de vie et **à** mettre fin **à** des dispositifs sociaux jugés humiliants

comme le revenu de solidarité active (RSA). Le montant **du** revenu serait modeste - il est question de moins de 500 euros - et versé par l'État sous **la** forme d'un impôt négatif, selon le système défendu par Milton Friedman.

Depuis **la** crise sanitaire, Génération libre est apparu très actif dans **la** défense des libertés publiques. L'« observatoire des libertés confinées » qu'il **a** mis en place recense ainsi l'ensemble des restrictions apportées par l'État aux libertés publiques et **à** des droits fondamentaux **du** fait de **la** gestion de **la** pandémie de Covid-19 - et permet de suivre scrupuleusement **la** levée ou non de ces restrictions (8).

L'association se veut aussi très investie dans des thématiques telles que **la** surveillance numérique ou l'exploitation des données individuelles par les géants **du** numérique. Sur ce terrain, M. Koenig n'hésite pas **à** prendre son camp **à** partie. Ainsi de fustiger le projet de **la** présidente de **la** région Île-de-France, Mme Valérie Pécresse, d'introduire un dispositif de reconnaissance faciale dans les transports en commun - « *Bienvenue à Pékin-sur-Seine* », ironise le chroniqueur des *Échos*, pour qui, paraphrasant Voltaire, il vaut mieux laisser un coupable ou un variant en liberté que de « *mettre sous surveillance des millions de gens* » (*Les Échos*, 23 juin 2021).

Écoles libres, légalisation **du** cannabis, ouverture **à** **la** concurrence des professions réglementées, libre-échange intégral, pouvoir aux entités locales plutôt qu'**à** l'État central, mise en place de taxes carbone, etc. Au-delà d'une image plutôt **jeune**, libertaire, les mesures prônées par le think tank composent très clairement le « *programme d'un friedmanien* »

français (9) ». Le maître mot du projet libéral, explique-t-on, c'est l'« autonomie », à commencer par celle de l'individu. Défendre son « autonomie », c'est protéger ses droits, étendre le domaine de sa « responsabilité ».

Supprimer le statut de la fonction publique

Aux (mauvais) penchants pour la sécurité, on oppose le goût du risque et de la compétition. Cette conception ne se résume pas aux questions économiques, mais concerne tous les aspects de l'organisation sociale. La rhétorique de la liberté de choix s'applique ainsi à tout : à la consommation, à l'école, à la retraite (« La retraite quand je veux » est le titre d'un rapport de Génération libre), à l'impôt même - pourquoi donc ne pas abolir l'impôt et le transformer en dons ?

Le libéralisme, faut-il le préciser, ne dénie pas à l'État toute utilité - ne serait-ce que pour protéger les droits de l'individu, la propriété, établir et assurer le respect des règles de concurrence. Mais, en substance, il n'est pas de restriction portée par l'État au nom de l'intérêt général qui ne soit suspectée de porter préjudice à la liberté de l'individu, ni de solution collective portée par la puissance publique au nom du bien public qui ne constitue une nuisance.

Ainsi, par exemple, la solution au problème écologique doit reposer clairement sur un principe de laisser-faire du marché : il s'agit de corriger les « externalités négatives » et le comportement des acteurs par des incitations - c'est la taxe carbone. Aller au-delà de ce système d'incitation revient à ouvrir la boîte de Pandore - celle d'un retour de la planification, à des atteintes inadmissibles à la liberté des entreprises. De même, la

puissance des géants du numérique peut être abondamment dénoncée, la collecte de données qu'ils pratiquent présentée comme une « extorsion », la réponse politique consisterait simplement à rendre l'individu propriétaire de ses données, libre à lui ensuite d'accepter cette collecte en les monnayant. Le marché offre aussi une solution en matière d'immigration : pourquoi ne pas créer un « marché de l'immigration » basé sur la vente de visas aux travailleurs ?

En matière de mœurs, le principe de la libre disposition de son corps conduit à laisser libre chacun - ou plutôt chacune en l'occurrence - de se prostituer, de revêtir la burqa ou de porter un enfant pour autrui sans être pénalisé. Génération libre défend ainsi la gestation pour autrui (GPA). Tout n'est-il pas affaire de volonté ? Tout n'est-il pas monnayable, y compris le corps d'autrui ? Le juriste Daniel Borrillo considère ainsi « la GPA comme la forme la plus féministe de reproduction non seulement parce qu'elle affirme le droit des femmes de disposer d'elles-mêmes, mais aussi parce qu'elle permet de tarifier un travail effectué auparavant gratuitement (10) ». Quel progrès !

Le laboratoire d'idées entend identifier des mesures susceptibles de constituer des points de bascule afin d'engager un changement de système de valeurs, des évolutions en profondeur des politiques publiques - ainsi, par exemple, de la suppression des dotations aux collectivités et même, purement et simplement, du statut de la fonction publique (11).

Dans cet imaginaire, impossible d'envisager que le fonctionnariat ou le contrat à durée indéterminée puissent contribuer à l'émancipation des individus, en tant que travailleurs - à les rendre plus libres,

car libérés de l'angoisse matérielle du lendemain, plus « autonomes » vis-à-vis de leur employeur ou de l'influence politique. Au contraire, ce sont simplement des obstacles, des vestiges d'un passé révolu. Le nouvel horizon privilégié est celui du travailleur réputé « indépendant », créatif et innovant, ou à défaut de l'autoentrepreneur méritant qui pédale pour livrer des hamburgers à ce travailleur créatif et innovant. C'est la liberté en mode Uber.

Dans son roman *L'Enfer*, paru début 2021, M. Koenig se moque d'un économiste, disciple de Friedman, qui, au lieu d'aller au paradis, erre dans des aéroports, l'aéroport symbolisant dans le récit les travers du néolibéralisme, un univers réduit à des boutiques et à des contrôles de sécurité - un cauchemar « high-tech ».

Cette veine critique fait écho à un voyage de plusieurs mois qu'il a mené à cheval et à pied, de Bordeaux à Rome, dans les pas de Montaigne, qui avait entrepris une semblable pérégrination au XVI^e siècle, alors que la peste frappait la France. Parti à l'aventure, « à la rencontre des gens », le philosophe a traversé différents recoins, essentiellement des campagnes, et a livré un récit introspectif (12) faisant valoir les vertus d'une éthique de vie plus ouverte à la nature, critique de la frénésie urbaine, de l'aliénation aux outils numériques et à l'accumulation matérielle... et, très rarement, de certains méfaits de la liberté économique. Ainsi, à propos du fleurissement des zones commerciales, où la laideur le dispute à la vacuité, l'auteur concède-t-il un revirement d'opinion : « Du haut de mes 25 ans, j'aurais affirmé que les habitants avaient fait eux-mêmes ce choix en désertant leurs magasins [du centre-ville]. » Pour au-

tant, l'essayiste se **garde** bien de trop s'interroger sur les causes de ces maux et sur **la** politique d'aménagement qui aurait permis de les éviter.

Qu'**a**-t-il retiré sur le plan politique de ses rencontres ? « *Tous me racontent **la** même histoire absurde*, affirme M. Koenig. *Celle des gens honnêtes qui veulent faire leur boulot, mais qui se trouvent écrasés par une réglementation qu'ils ne peuvent appliquer. Cette surcharge rend fou* » (*Ouest France*, 17 juillet 2021). Le récit de voyage mentionne une série de cas réputés exemplaires : celui d'un viticulteur qui ne peut installer le nombre de douches réglementaires pour les vendangeurs, d'un boucher menacé par un nouvel arrêté sur les chambres froides, d'une tenancière de chambres d'hôtes sanctionnée pour avoir servi un verre d'alcool, ou encore d'un maçon qui ne peut construire un échafaudage aux normes (13). Pour eux, respecter les normes est une gageure - et tout le monde, affirme le philosophe-reporter, se glisse en permanence dans les interstices **du** droit.

M. Koenig **a** donc créé un nouveau mouvement : Simple. En mai 2021, l'initiative **a** bénéficié d'un lancement en « une » de l'hebdomadaire *Le Point* sous le titre « L'État qui rend dingue. Voyage au Bureaucratistan ». Il jouit aussi d'un contexte jugé propice. En effet, **la** gestion par les pouvoirs publics de **la** pandémie de Covid-19 semble fournir une occasion unique de dénoncer l'absurdité de règles incompréhensibles, **la** profusion de protocoles inapplicables et de mesures liberticides - M. Koenig parle de « *sadisme bureaucratique* » pour qualifier ce travers, dont l'attestation de déplacement dérogatoire **a** pu constituer l'exemple le plus frappant. L'objectif serait de provoquer un sursaut politique

en faveur d'une simplification des lois. L'initiative **a** d'emblée séduit des parlementaires **du** groupe Agir (ex-La République en marche) qui, emmenés par **la** députée Valérie Petit, sont partis **à** l'assaut **du** « *burn-out administratif* » des Français. Les médias aussi ont apprécié, **à** commencer par France Inter, qui l'**a** reçu dans **la** matinale animée par Nicolas Demorand et Léa Salamé.

Puis Simple **a** présenté en novembre son « projet Portalis », qui, pour lutter contre l'« *enfer bureaucratique* », entend « *réduire par cent* » l'ensemble des normes. C'est un grand jeu de chamboule-tout qui est proposé, « *une simplification à coups de marteau* » dans le droit français. Toutefois, **la** question très épineuse **du** droit européen, aujourd'hui source essentielle **du** droit français, se trouve **à** peine abordée (14) - envisagerait-on de répudier son application d'un trait de plume... ou d'un coup de marteau ?

La charge sonne juste dans bien des cas. Et en théorie, c'est le trop-plein de règles et de contraintes publiques et privées qui se trouve pointé **du** doigt. En pratique, cependant, le discours politique **a** très vite pris une autre tournure, ne mettant en cause qu'un aspect de l'« *oppression bureaucratique* ». « *Le secteur privé joue évidemment sa part* » dans **la** profusion normative, laisse échapper M. Koenig lors de son meeting **du** 15 novembre... et puis rien. Le sujet est soigneusement esquivé. Comme si **la** tentation était trop forte de renouer avec une vieille rhétorique conservatrice, porteuse sur le plan politique, mais trompeuse intellectuellement.

La liberté s'arrête aux portes de l'entreprise

En effet, **la** critique exempte l'entreprise de toute charge critique. M. Koenig pense-t-il que ces organisations où prolifèrent les *reporting*, les dispositifs d'évaluation et de contrôle, échappent aux travers de **la** bureaucratie ? L'essayiste préfère également minimiser tout ce que doit **la** prolifération de normes publiques **à** l'intervention de groupes d'intérêts privés qui coécrivent les lois et les réglementations, pour leur compte. C'est pourtant l'un des aspects centraux de l'analyse proposée dans l'ouvrage de l'anthropologue David Graeber, que M. Koenig affectionne (15). Graeber établit un lien ténu entre bureaucratie et néolibéralisme, que l'on peut déceler dans tous les domaines de **la** vie sociale, depuis **la** gestion des hôpitaux jusqu'aux services de livraison, **la** compétition et **la** performance remplaçant les formes de coopération qui constituent le cœur de **la** vie en société, les conditions d'une vie décente. N'est-ce pas l'individu lui-même qui devient sans cesse comptable de ses performances, jusque dans sa vie quotidienne et intime (16) ?

Ayant consacré un ouvrage au sujet de l'intelligence artificielle, M. Koenig n'ignore rien des aliénations nouvelles produites par **la** technologie, qui nourrit le sentiment d'un quotidien étouffé par les formulaires absurdes, les applications intrusives, les conversations avec des répondants téléphoniques. Mais, sur ce sujet, **la** réponse devient essentiellement éthique, personnelle : il convient de « *ralentir* », de savoir utiliser Internet avec mesure - au pire interdire les réseaux sociaux **à** ses enfants -, de laisser aux individus **la** responsabilité de leurs données, de les laisser libres d'appréhender **à** consommer moins s'ils souhaitent vivre mieux.

Cet aveuglement politique ne saurait

surprendre. Dans le monde enchanté des libéraux, la liberté s'arrête toujours aux portes de l'entreprise. Déjà au XIX^e siècle, les auteurs de ce courant combattaient avec férocité, au nom de la « liberté du travail », toute forme d'intervention publique susceptible d'entraver l'exploitation et d'émanciper l'individu en tant que travailleur. Et si les socialistes ont lutté, dès cette époque, contre les idées des libéraux en mettant l'accent sur les valeurs d'égalité et de solidarité, c'est au nom d'une conception finalement plus exigeante de la liberté - la recherche de l'égalité étant conçue comme le moyen de donner un contenu réel aux libertés, pour tous, et de favoriser la réalisation des aspirations de chacun. Cette conception, aujourd'hui, n'a rien perdu de son acuité. Pourquoi donc faudrait-il laisser les libéraux se prévaloir d'être les gardiens de nos libertés ?

Note(s) :

- (1) Pascal Salin, *Le Vrai Libéralisme. Gauche et droite unies dans l'erreur*, Odile Jacob, Paris, 2019.
- (2) Pascal Salin, *Libéralisme*, Odile Jacob, 2000.
- (3) Lire Éric Dupin, « Pour les vrais libéraux, la meilleure défense, c'est l'attaque », *Le Monde diplomatique*, février 2009.
- (4) Cf. Margaret Thatcher, *Discours 1968-1992*, Les Belles Lettres, Paris, 2016.
- (5) Lire Grégory Rzepski, « Ces viviers où prolifèrent les "experts médiatiques" », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019.
- (6) Kevin Brookes, « L'engagement dans un think tank néolibéral », *Quaderni*, Paris, n° 97, automne 2018.
- (7) Cf. Stéphane Foucart, Stéphane Horel, Sylvain Laurens, *Les Gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, La Découverte, Paris, 2020.
- (8) Consultable sur www.generationlibre.eu
- (9) Gaspard Koenig, préface à Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, Flammarion, coll. « Champs », Paris, 2016.
- (10) Daniel Borrillo, préface au rapport de Génération libre, « Pour une GPA responsable en France », septembre 2018.
- (11) « Servir l'État demain », Génération libre, Paris, novembre 2014.
- (12) Gaspard Koenig, *Notre vagabonde liberté*, Éditions de l'Observatoire, Paris, 2021.
- (13) *Ibid.*
- (14) Gaspard Koenig, Nicolas Gardères, *Simplifions-nous la vie !*, Éditions de l'Observatoire, Paris, 2021.
- (15) David Graeber, *Bureaucratie*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2015.
- (16) Cf. Isabelle Bruno et Grégory Salle, « Bureaucratie néolibérale », dans Antony Burlaud, Allan Popelard et Grégory Rzepski (sous la dir. de), *Le Nouveau Monde*, Éditions Amsterdam, Paris, 2021.